

École : Macron ignore que les « projets d'établissement » existent depuis 30 ans !



Emmanuel Macron et le recteur de Paris, Christophe Kerrero, à la Sorbonne, ce jeudi. (MOHAMMED BADRA/POOL/AFP)

Quel con ! Non mais quel con !

Quel inculte ! Non mais quel inculte !

Ce mec ne travaille pas. Il fait travailler ses subordonnés et ne vérifie rien.

La dernière tarte à la crème, c'est son « projet pour l'école ». On savait qu'il fallait s'attendre au pire, puisque Blanquer avait déjà été recruté lors du premier septennat pour sa passion, l' « autonomie des établissements », traduisez la disparition du service public, la mort de ce qui fut, dans un autre monde, l'instruction publique.

Alors notre Tartarin de Brégançon s'avance, tout fier, et sort le Graal, le remède absolu à la catastrophe de l'école

française : le projet d'établissement. Il se rengorge, il attend les ovations et là une petite voix : « *mais ça fait 30 ans que ça existe, les projets d'établissement* »... Un blanc. Et Macron de bafouiller : ***je n'étais pas au courant...***

Évidemment notre bateleur, avec son culot habituel, d'enchaîner que oui, bien sûr, ça existe mais on n'est jamais allé jusqu'au bout de la logique, on n'est pas allé jusqu'au bout.

Ce point a suscité de vives réactions auprès d'enseignants qui expliquent que les projets d'établissement existent déjà. « ça fait cinq ans que je suis Président de la République, je n'étais pas au courant de ça », « beaucoup de directeurs [ne] sont souvent pas au courant eux-mêmes ». Les projets actuels ne sont « pas assumés, pas portés »

<https://www.lesechos.fr/politique-societe/societe/emmanuel-macron-trace-devant-les-recteurs-les-grandes-lignes-de-son-ambition-pour-lecole-1783697>

Mais avec lui, la face de l'école va enfin changer. Enfin, faire du neuf avec du vieux...

« La solution n'est pas dans les programmes ni dans les moyens ». La solution, pas dans les moyens ? Pour une fois entièrement d'accord avec Macronescu, les milliards dont on abreuve notamment les territoires perdus de la République pour le résultat que l'on connaît en sont la preuve éclatante.

La solution, pas dans les programmes ? Voire... en tout cas elle pourrait être en partie dans le retour à la main-mise sur les programmes des inspecteurs généraux de l'Éducation nationale, après avoir chassé les syndicalistes, les sociologues et autres psys de pacotille et, surtout, les militants du PS, les trotskistes et autres Insoumis qui décident de notre école à la Commission des programmes depuis Jospin.

La solution, c'est donc de laisser élèves et profs libres de

décider des priorités, des projets sur lesquels on va mobiliser les élèves et autour desquels on fera peut-être, quand même, en passant, un peu de maths ou de littérature.

Ce matin, [Daniel Faguet, sur le même sujet](#), citait la définition officielle du projet d'établissement (en ligne depuis 2021, quand je vous dis qu'on fait du neuf avec du vieux) :

Qu'est-ce que le projet d'établissement ?

Le projet d'établissement scolaire ou d'école détermine les activités propres à chaque établissement sous forme d'objectifs et de programme d'action. Il constitue la feuille de route des changements que l'école entend réaliser pour s'améliorer. Le projet d'établissement ne concerne donc pas forcément l'enseignement lui-même. Par exemple, un conseil d'établissement pourrait se donner comme projets d'agrandir son parc-école, de le réaménager. Il pourrait aussi repeindre l'intérieur de l'école, de mettre sur pied un service de cafétéria pour les élèves, etc.

C'est dans le texte, même pas un persiflage de Daniel :

<https://www.bienenseigner.com/projet-detablissement/>

Il s'agit donc, purement et simplement, de faire passer le sinistre lycée expérimental de Saint-Nazaire créé et dirigé pendant des lustres par le frère Cohn-Bendit (Gabriel) comme le modèle et le but de tous les établissements de France et de Navarre. Après on se demande pourquoi les établissements privés sont pris d'assaut...

Le lycée expérimental de Saint-Nazaire, le modèle choisi par tous les pédagogistes à la mords-moi-le-nœud. Voir l'article que j'avais écrit en 2010 pour Riposte laïque, [Le cauchemar d'une société qui serait dirigée par Aubry-Cohn-Bendit avec notamment ce passage :](#)

L'école devenue un gigantesque foutoir sur le modèle du lycée expérimental de Gaby Cohn-Bendit à Saint-Nazaire, les établissements autogérés, les élèves décidant du contenu des cours, des ateliers, des programmes... (5) ; la priorité devenue l'achat d'ordinateurs, de clés USB et de tableaux blancs interactifs (6) ainsi que l'introduction obligatoire de conférences du Mrap et de SOS racisme pour apprendre la citoyenneté à notre belle jeunesse... (7). Évidemment, des primes aux élèves qui ne sèchent pas trop souvent les cours ! Mérieu ministre de l'Éducation nationale décrétant qu'il faut se mettre à la portée de tous, qu'il faut que les enfants apprennent tous à lire avec le règlement de jeux ou des publicités et qu'il faut réserver l'étude de Molière et Voltaire aux spécialistes en fac. Évidemment suppression de l'histoire de la Shoah, remplacée par celle de l'esclavage et de la colonisation, interdiction de parler de Darwin pour laisser place au créationnisme et cours de grec et latin remplacés par des cours d'arabe, de breton ou de basque... Quant aux enseignants, devenus animateurs et garde d'enfants 35 h par semaine, ils n'ont plus de cours à préparer ni de copies à corriger, puisqu'il leur faut cocher sur des livrets les compétences acquises des élèves... « Est capable de sortir ses affaires ». « Sait se servir d'une souris d'ordinateur ». « Comprend des consignes de 3 mots »... D'ailleurs ce sont les élèves et leurs familles qui notent les profs... (8)

<http://ripostelaique.com/Le-cauchemar-d-une-societe-qui.html>

À lire aussi : [Les frères Cohn-Bendit ? Il faut les virer.](#)

Extrait :

Ce qui a mis le feu aux poudres ? Darcos. Il a osé, lui qui fait partie d'un gouvernement issu d'une campagne aux accents républicains, alors que l'on espérait que Guaino aurait une certaine influence à l'Élysée, livrer à Gabriel Cohn-Bendit, frère et alter ego du précédent, les collèges de banlieue qui seront désertés (suppression de la carte scolaire oblige) à la rentrée 2008 pour en faire des collèges expérimentaux. Le

sieur Gabriel, nommé en 2001 par Jacques Lang (tiens, tiens...) au Conseil national de l'innovation en était sorti par la fenêtre avec Ferry, il revient par la grande porte au ministère et lance un appel enthousiaste à tous les pédagogues, à tous ceux que tente une nouvelle façon d'enseigner...

On pourrait, on devrait s'en réjouir... sauf que, comme Dany « le rouge », Gabriel est un libertaire qui s'en vante, c'est-à-dire qu'il rejette toute autorité et qu'il revendique une liberté individuelle absolue. Sauf que Gabriel, au nom de cette même liberté, a pris la défense de Faurisson en 1979. Sauf qu'il s'est battu pour que les sœurs Lévy aient le droit de porter le voile en classe. Sauf qu'il a participé à la fondation du lycée expérimental de Saint-Nazaire, établissement autogéré, sans proviseur, ni secrétaire, ni femme de ménage ; chaque membre de l'équipe (éducateurs et élèves) participe à toutes les tâches à tour de rôle, les élèves préparent et passent le baccalauréat « s'ils en ont envie », le taux d'absentéisme est énorme et celui de réussite au bac est un des plus bas de France...

Et c'est ce personnage qui va, aux frais du contribuable, lancer des collèges expérimentaux pour lesquels il aura carte blanche : il a expressément demandé (et obtenu) de n'avoir de compte à rendre qu'au ministère !

Foin de l'égalité républicaine, foin des programmes, foin des examens, foin de Voltaire et de la Shoah. Ces petits privilégiés n'apprendront que ce qu'ils voudront, quand ils le voudront, et s'ils le décident !

[...]

Question subsidiaire : est-ce un hasard si les Cohn-Bendit, les Lang, les Kouchner se retrouvent dans les ministères du gouvernement Fillon ? Est-ce un hasard si tous ceux qui ont détruit/détruisent l'école publique sont des partisans de l'Europe des régions, du T.C.E., du voile et de la retraite par capitalisation ? (n'est-ce pas, Monsieur Jospin ?) N'est-

on pas en train d'assister à la réunion de tous les libéraux, avec un seul but, non avoué, la mort de la République, de ses valeurs et de ses acquis ? D'autres piétinent, prêts à participer à la curée finale, modèles de tous ces messieurs qui disent au pékin moyen de se serrer la ceinture quand eux-mêmes se gobergent, comme Mamère, le grand copain de Gabriel Cohn-Bendit, grand menteur devant l'Éternel, arrivé au studio de télévision en « vélo » selon ses dires mais enregistré par les caméras en train de sortir d'une voiture avec chauffeur...

<https://resistancerepublicaine.com/2016/11/30/nantes-le-provisur-outre-que-des-eleves-osent-demander-des-sanctions-contre-les-perturbateurs/>

Voilà, voilà, voilà... 12 ans après on y est. Le dégénéré Gabriel Cohn-Bendit a fait des petits jusque sous la casquette de Macron le mondialiste. Pas de quoi s'étonner.

Pour rappel, l'article que j'avais fait lors de la nomination de Blanquer en 2017...

[...]

II La conséquence de l'évaluation à tout crin, c'est l'autonomie des acteurs, traduisez des établissements.

Nous y voici.

Une éducation nationale ? Fini.

Un programme national ? Fini.

La règle, dorénavant, va être le système privé appliqué au système public. Autonomie des établissements qui pourront faire ce qu'ils voudront, recruter qui ils voudront pour faire ce qu'ils voudront, en suivant ou pas les programmes officiels, de moins en moins avec le temps...

Et l'on sent que dans les Territoires perdus de la République les établissements vont être complètement autonomes, très vite. Et donc soumis aux pressions et associations locales. Je ne vous fais pas de dessin.

« Il faut simplement **une méthodologie de la réforme** : il faut d'abord considérer qu'on ne peut pas tout faire, tout de suite et partout. Plusieurs paradoxes sont à prendre en compte : tout le monde est d'accord sur le fait qu'il faut que ça change et tout le monde est conscient que toute réforme, même minime, peut épuiser le système tant ce dernier est à bout. En outre, la réforme semble possible mais aujourd'hui, beaucoup ne souhaitent pas être concernés par elle. La solution passe d'abord par une bonne mesure de l'état des mentalités sur la question. Je pense qu'un certain nombre d'acteurs, qui étaient auparavant peu enclins à la réforme, peuvent aujourd'hui en devenir les porteurs, tant ils voient qu'on est arrivé au bout du système. **Pour commencer en douceur, il faut donner de la liberté à certains territoires**, à certaines structures, sur la base du volontariat. Il faut faire réussir des initiatives à moindre échelle, avant de les généraliser.

Si on prend l'exemple de l'établissement autonome, on n'est pas obligé de le faire tout de suite à 100 %. Même en le voulant, de toutes façons, on n'y arriverait pas. Il faut commencer sur une petite base de 5 à 10 % d'établissements volontaires, montrer que c'est un jeu gagnant pour tout le monde, y compris pour les professeurs qui pourront choisir leur lieu de mutation. Par ailleurs, il faut aussi faire saisir qu'il y a des effets de système et que si un élément administratif est modifié, **des éléments pédagogiques le seront aussi** : si le recrutement des professeurs est modifié, leur formation le sera également, ainsi que le contenu des programmes. Tout se tient : il faut avoir une vision systémique, qui ne soit pas pyramidale et qui fasse confiance aux acteurs.

Cette confiance dans les acteurs pourrait-elle aller jusqu'à la remise en cause du périmètre institutionnel du système, dans le sens de ce qui a été fait en Angleterre, jusqu'à l'émergence d'une offre scolaire autonome, sur le modèle des écoles à charte, qui viendraient répondre à des besoins scolaires locaux, identifiés ?

Cette formule en est une parmi d'autres. Le statut associatif permet déjà, en France, de faire beaucoup de choses. On pourrait accompagner des initiatives dans le futur, dès lors qu'elles sont clairement dans le cadre des objectifs de service public. Sans aller vers des logiques de privatisation, on peut aller vers des logiques de délégation, qui permettent d'accomplir mieux le service public en responsabilisant davantage des acteurs. On pourrait avoir des circonscriptions scolaires rendant solidaires les établissements entre eux – c'est mon idée de réseaux d'établissements, qui n'auraient pas forcément le même statut et qui pourraient se compléter.

La déconstruction avait commencé, puisque l'on ne parlait plus de Clovis et de Charles Martel, que Molière était réduit à des extraits de farces proposées en 5e et que se multipliaient la littérature de jeunesse parlant de l'esclavage, du racisme, du vivre-ensemble...

Les profs et les élèves sont prêts à accueillir les réformes de Blanquer, bien préparées par Belkacem. Il ne manquait plus que cette dernière réforme pour que disparaisse l'Éducation nationale, remplacée par l'animation à l'anglo-saxonne, histoire de faire irrémédiablement disparaître ce qui nous reste d'élites.

Parents, cherchez, de plus en plus, comment éviter l'école

publique... Essayez le privé, l'école à la maison...

Et c'est un professeur qui fut maladivement attaché à l'école républicaine, à l'école publique, à l'ascenseur républicain qui vous le dit.

<https://resistancerepublicaine.com/2017/05/18/blanquer-va-achever-le-boulot-de-belkacem-son-terrifiant-programme/>

Le pire dans l'histoire ce n'est pas l'horreur de ce que devient l'école, c'est que les machiavéliques Macron et compagnie ont interdit dorénavant que l'on puisse échapper au système qui broie nos petits... et que ces salopards ont été réélus.

Christine Tassin

<https://resistancerepublicaine.com/2022/08/28/ecole-mc-kinsey-a-oublie-de-prevenir-macron-que-les-projets-detablissement-existent-depuis-30-ans/>